sous son autorité, soit pour un marché quelconque fait avec lui, ne puisse exercer la charge d'auditeur pour ladite ville.

Proviso :
quant à cer-
taines parties
disqualifiées.

30. Le maire de ladite ville sera, pendant la durée de sa charge, juge de paix pour ladite ville : pourvu, toujours, qu'il ne soit pas tenu de prêter d'autre serment que celui d'office pour agir comme tel, nonobstant toute loi à ce contraire.

Le maire sera
juge de paix.

31. Toute personne occupant la charge de conseiller de ladite ville, qui sera déclarée banqueroutier ou deviendra insolvable, ou sera application pour obtenir le bénéfice de toutes lois faites dans le but d'aider ou de protéger les débiteurs insolubles, ou qui entrera dans les ordres sacrés, ou deviendra ministre du culte dans aucune secte religieuse, ou qui sera nommée juge ou greffier de la cour du banc de la reine ou de la cour supérieure ou membre du conseil exécutif, ou qui deviendra responsable des revenus de ladite ville, en tout ou en partie, ou qui s'absentera de ladite ville sans autorisation dudit conseil, pendant plus de deux mois consécutifs, ou qui n'assistera pas aux séances dudit conseil pendant une période de trois mois consécutifs, deviendra, par le fait de chacune de ces circonstances, disqualifiée, et son siège dans ledit conseil deviendra vacant, et telle personne devra être remplacée d'après les dispositions du présent acte ; pourvu, toujours que le mot "juge," employé dans aucune partie du présent acte ne signifiera pas juge de paix.

En quel cas
les conseillers
deviendront
disqualifiés.

Les vacances
seront rem-
plies.

32. Ledit conseil de ville aura le pouvoir de faire, de temps à autre, les règlements qui lui paraîtront nécessaires ou utiles pour le gouvernement intérieur de la ville pour l'amélioration de la localité, pour la conservation de la paix et du bon ordre, et le bon état, la propreté et l'assèchement des rues, places publiques, lots vacants ou occupés ; pour la prévention ou la suppression de toute nuisance quelconque, pour le maintien et la préservation de la santé publique, en un mot pour tout ce qui regarde ou intéresse l'économie intérieure et le gouvernement de ladite ville, et tous les pouvoirs conférés par l'acte municipal du Bas-Canada de 1860 et ses amendements à aucun conseil municipal, aux conseillers et aux officiers de tels conseils, et non-incompatibles avec le présent acte, s'appliqueront à la corporation de la ville de Berthier, au conseil municipal, aux conseillers et aux officiers de ladite corporation.

Le conseil
pourra faire
des règle-
ments pour
certaines fins.

33. Ledit conseil aura le pouvoir de nommer, destituer et remplacer, quand il jugera à propos, tous officiers, constables et hommes de police qui seront jugés nécessaires pour la due exécution des lois existantes, ou qu'il fera dans la suite, et d'exiger de toutes les personnes employées par lui, à quelque titre que ce soit, tel cautionnement qu'il jugera suffisant pour assurer la due exécution de leurs devoirs.

Nommer et
admettre les
officiers.

34. Afin de réaliser les fonds nécessaires pour faire face aux dépenses dudit conseil de ville, et pour effectuer les améliorations publiques nécessaires et avantageuses à ladite ville, ledit conseil de ville aura le droit de prélever annuellement, sur les personnes et les propriétés mobilières et immobilières de ladite ville, les taxes ci-après désignées, savoir :

Le Conseil
pourra préle-
ver des taxes.

1. Sur tous terrains, lots de ville ou portion de lots, soit qu'il existe ou non des bâties sur iceux, avec tous bâtiments et construction dessus érigés, une somme n'excédant pas un centin par piastre sur leur valeur totale réelle, telle que portée au rôle de cotisation de la dite ville ;

Sur les im-
meubles.

2. Sur les biens meubles suivants, une somme n'excédant pas un demi centin par piastre, d'après les valeurs spécifiées ci-après :

50 Chaque étalon, gardé pour la monte, sera cotisé à quatre cents piastres ;
Chaque cheval de louage, à soixante piastres ;
Chaque cheval âgé de plus de trois ans, et tenu pour le service ordinaire d'une maison, à quarante piastres ;
Chaque taureau, à cinquante piastres ;
55 Chaque béliar, à vingt piastres ;

Et sur cer-
tains biens
meubles.